

TEXTE ADOPTE n° 3

«*Petite loi*»

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2001-2002

18 juillet 2002

PROJET DE LOI

de finances rectificative pour 2002

ADOPTE PAR L'ASSEMBLEE NATIONALE
EN PREMIÈRE LECTURE.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros : 29, 56 et 57.

Lois de finances rectificatives.

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Article 1^{er}

Pour l'imposition des revenus de l'année 2001, le montant de l'impôt résultant de l'application des dispositions des 1 à 4 du I de l'article 197 du code général des impôts est réduit de 5 %.

Article 2

I. – Il est institué, pour 2002, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, un prélèvement de 165 millions d'euros sur la société anonyme Union financière pour le développement de l'économie céréalière (UNIGRAINS).

L'assiette de ce prélèvement est constituée par une fraction du produit du recouvrement et du placement de la taxe pour le financement des actions du secteur céréalière.

II. – Il est institué, pour 2002, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, un prélèvement de 130 millions d'euros sur les réserves du Fonds national de garantie des calamités agricoles, institué par le décret n° 79-823 du 21 septembre 1979, dont les avoirs disponibles sont placés auprès de la Caisse centrale de réassurance.

III. – Il est institué, pour 2002, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, un prélèvement de 161 millions d'euros selon les modalités suivantes :

– 16 millions d'euros sur les allocations de gestion versées aux caisses départementales ou pluridépartementales de mutualité sociale agricole en vertu de l'article L. 723-11 du code rural, répartis au prorata du montant de l'assiette des cotisations mentionnées à l'article L. 731-10 du même code émises au titre

de l'année 2001 ;

– 145 millions d'euros sur les réserves et reports à nouveau des caisses de mutualité sociale agricole, au prorata de ces réserves et reports à nouveau disponibles inscrits à leurs comptes financiers au 31 décembre 2001.

Le recouvrement de ce prélèvement est assuré par la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole, par compensation sur les financements qu'elle alloue aux caisses de mutualité sociale agricole.

Article 3

L'ajustement des recettes tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et le supplément de charges du budget de l'Etat pour 2002 sont fixés ainsi qu'il suit :

(En millions d'euros)

| | Ressources | Dépenses ordinaires civiles | Dépenses civiles en capital | Dépenses militaires | Dé t ou des |
|---|------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------|----------------------|
| <i>A. – Opérations à caractère définitif</i> | | | | | |
| Budget général | | | | | |
| Montants bruts..... | -11 446 | 1 640 | | | |
| <i>A déduire : remboursements et dégrèvements d'impôts</i> | - 2 149 | -2 149 | | | |
| Montants nets du budget général | -9 297 | 3 789 | 251 | 908 | |
| Comptes d'affectation spéciale | | | | | |
| Totaux pour le budget général et les comptes d'affectation spéciale | -9 297 | 3 789 | 251 | 908 | |
| Budgets annexes | | | | | |
| Aviation civile..... | | | | | |
| Journaux officiels..... | | | | | |
| Légion d'honneur..... | | | | | |
| Ordre de la Libération | | | | | |
| Monnaies et médailles | | | | | |

| | Ressources | Dépenses ordinaires civiles | Dépenses civiles en capital | Dépenses militaires | Dé te ou des |
|--|-------------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Prestations sociales agricoles..... | 490 | 490 | | | |
| Totaux pour les budgets annexes..... | 490 | 490 | | | |
| Solde des opérations définitives (A)..... | | | | | |
| <i>B. – Opérations à caractère temporaire</i> | | | | | |
| Comptes spéciaux du Trésor | | | | | |
| Comptes d'affectation spéciale..... | | | | | |
| Comptes de prêts..... | | | | | |
| Comptes d'avances..... | | | | | |
| Comptes de commerce (solde)..... | | | | | |
| Comptes d'opérations monétaires (solde)..... | | | | | |
| Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)..... | | | | | |
| Solde des opérations temporaires (B)..... | | | | | |
| Solde général (A +B)..... | | | | | |

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2002

I. – OPERATIONS A CARACTÈRE DEFINITIF

A. – Budget général

Article 4

Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 2002, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 3844604696 €, conformément à la répartition par titre et par ministère qui est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 5

Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses en capital des services civils pour 2002, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux sommes totale de 124565239 € et de 265415015 €, conformément à la répartition par titre et par ministère qui est donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Article 6

Il est ouvert à la ministre de la défense, au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 2002, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 808000000 €.

Article 7

Il est ouvert à la ministre de la défense, au titre des dépenses en capital des services militaires pour 2002, un crédit de paiement supplémentaire s'élevant à la somme de 100000000 €.

B. – Budgets annexes

Article 8

Il est ouvert au ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, au titre des dépenses du budget annexe des prestations sociales agricoles pour 2002, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 490900000 €.

II. – AUTRES DISPOSITIONS

Article 9

Sont ratifiés les crédits ouverts par le décret n° 2002-143 du 7 février 2002 portant ouverture de crédits à titre d'avance.

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

Article 10

I. – L'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001) est complété par un VI ainsi rédigé :

« VI. – A compter du 30 septembre 2002, tout ouvrage de transport appartenant à l'Etat destiné à relever du régime de la distribution publique de gaz sera, après déclassement, transféré en pleine propriété à titre gratuit à l'autorité concédante concernée, sur demande de cette dernière. »

II. – Les transferts de biens effectués en application des II, III et VI de l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001) sont exonérés des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière et des salaires des conservateurs des hypothèques prévus à l'article 879 du code général des impôts.

Article 11 (*nouveau*)

I. – L'article 112 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, après les mots : « ou des ministres », sont insérés les mots : « ou de la Banque de France » ;

2° La dernière phrase est ainsi rédigée :

« Cette liste évalue le coût de fonctionnement de ces organismes, indique le nombre de leurs membres comme le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes et mentionne les commissions et instances créées ou

supprimées dans l'année. »

II. – Les dispositions du présent article entrent en vigueur le 1er janvier 2003.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 juillet 2002.

Le Président,

Signé : JEAN-LOUIS DEBRÉ.

ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

ÉTAT A

(Article 3 du projet de loi.)

TABLEAU DES VOIES ET MOYENS APPLICABLES AU BUDGET DE 2002

I. – BUDGET GÉNÉRAL

| Numéro de la ligne | Désignation des recettes | Evaluation pour 2002 (En milliers d'euros.) |
|--------------------|---|--|
| | A. – Recettes fiscales | |
| | 1. IMPOT SUR LE REVENU | |
| 0001 | Impôt sur le revenu | - 2 550 000 |
| | 3. IMPOT SUR LES SOCIETES | |
| 0003 | Impôt sur les sociétés | - 3 238 000 |
| | 4. AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES | |
| 0005 | Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers, prélèvement sur les bons anonymes | + 118 000 |
| 0007 | Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)- | + 84 000 |
| 0008 | Impôt de solidarité sur la fortune | - 180 000 |
| 0018 | Prélèvement sur les entreprises de production pétrolière..... | + 2000 |
| 0019 | Recettes diverses | 3 000 |
| 0020 | Contribution de France Télécom au financement du service public de l'enseignement supérieur des télécommunications | » |
| | Totaux pour le 4 | + 24 000 |
| | 6. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE | |
| 0022 | Taxe sur la valeur ajoutée | - 3 764 000 |
| | 7. ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES | |
| 0027 | Mutations à titre gratuit entre vifs (donations) | - 110 000 |
| 0041 | Timbre unique | - 36 000 |

| Numéro de la ligne | Désignation des recettes | Evaluation pour 2002 (En milliers d'euros.) |
|--------------------|---|---|
| 0051 | Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs | - 70 000 |
| 0061 | Droits d'importation | - 135 000 |
| 0062 | Prélèvements et taxes compensatoires institués sur divers produits | » |
| 0064 | Autres taxes intérieures | - 15 000 |
| 0089 | Taxe sur les installations nucléaires de base | - 20 000 |
| 0096 | Taxe spéciale sur certains véhicules routiers | - 15 000 |
| 0097 | Cotisation à la production sur les sucres | - 132 000 |
| 0099 | Autres taxes | - 8 000 |
| | Totaux pour le 7 | - 541 000 |
| | B.– Recettes non fiscales | |
| | 1. EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE FINANCIER | |
| 0110 | Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières | + 8 100 |
| 0111 | Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés | + 114 000 |
| 0116 | Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers | - 1 661 500 |
| | 3. TAXES, REDEVANCES ET RECETTES ASSIMILEES | |
| 0312 | Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation | - 65 000 |
| 0313 | Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires | - 205 000 |
| 0315 | Prélèvements sur le Pari mutuel | - 36 000 |
| | Totaux pour le 3 | - 306 000 |
| | 4. INTERÊTS DES AVANCES, DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL | |
| 0407 | Intérêts des dotations en capital et des avances d'actionnaire accordées par l'Etat | - 12 700 |
| 0409 | Intérêts des prêts du Trésor | - 80 000 |
| 0411 | Intérêts versés par divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics au titre des avances | - 25 000 |
| | Totaux pour le 4 | - 67 700 |
| | 6. RECETTES PROVENANT DE L'EXTERIEUR | |
| 0604 | Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit | |

| Numéro de la ligne | Désignation des recettes | Evaluation pour 2002 (En milliers d'euros.) |
|--------------------|---|---|
| | de son budget | - 75 000 |
| | 8. DIVERS | |
| 0806 | Recettes en atténuation des charges de la dette et des frais de trésorerie | - 39 000 |
| 0813 | Rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux caisses d'épargne..... | - 132 000 |
| 0814 | Prélèvements sur les autres fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations | + 307 000 |
| 0815 | Rémunération de la garantie accordée par l'Etat à la Caisse nationale d'épargne..... | - 175 000 |
| 0899 | Recettes diverses..... | - 1 250 000 |
| | Totaux pour le 8..... | - 1 289 000 |
| | C.- Prélèvements sur les recettes de l'Etat | |
| | 2. PRELÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES | |
| 0001 | Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes..... | - 1 900 000 |
| | RECAPITULATION GENERALE | |
| | A. – Recettes fiscales | |
| 1 | Impôt sur le revenu | - 2 550 000 |
| 3 | Impôt sur les sociétés..... | - 3 238 000 |
| 4 | Autres impôts directs et taxes assimilées | + 24 000 |
| 6 | Taxe sur la valeur ajoutée | - 3 764 000 |
| 7 | Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes. | - 541 000 |
| | Totaux pour la partie A | - 10 069 000 |
| | B. – Recettes non fiscales | |
| 1 | Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier | - 1 539 400 |
| 3 | Taxes, redevances et recettes assimilées | - 306 000 |
| 4 | Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital | - 67 000 |
| 6 | Recettes provenant de l'extérieur | - 75 000 |
| 8 | Divers | - 1 289 200 |

| Numéro de la ligne | Désignation des recettes | Evaluation pour 2002 (En milliers d'euros.) |
|--------------------|---|--|
| | Totaux pour la partie B | - 3 277 100 |
| | C.- Prélèvements sur les recettes de l'Etat | |
| 2 | Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes | + 1 900 000 |
| | Total général | - 11 446 100 |

| II. – BUDGETS ANNEXES | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Numéro de la ligne | Désignation des recettes | Evaluation pour 2002 (En euros.) |
| PRESTATION SOCIALES AGRICOLE | | |
| Première section – Exploitation | | |
| 7031 | Cotisations prestations familiales (art. L. 731-25 à L. 731-29 du code rural) | - 7 750 000 |
| 7032 | Cotisations AVA (art. L. 731-42, 1° du code rural) | - 7 240 000 |
| 7033 | Cotisations AVA (art. L. 731-42, 2° et 3° du code rural) | - 15 590 000 |
| 7034 | Cotisation AMEXA (art.L. 731-30 à L. 731-41 du code rural) . | - 14 420 000 |
| 7049 | Cotisation incluse dans la taxe sur la valeur ajoutée | - 183 000 000 |
| 7053 | Contribution de la Caisse nationale des allocations familiales au financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles | - 28 000 000 |
| 7055 | Subvention du budget général : solde | + 290 000 000 |
| 7061 | Recettes diverses | + 456 000 000 |
| | Total des recettes nettes | + 490 000 000 |

ETATS **B** et **C**

(Articles 4 et 5 du projet de loi.)

Se reporter aux documents annexés respectivement aux articles 4 et 5 du projet de loi de finances rectificative pour 2002 (n° 29), sans modification.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par l'Assemblée nationale dans sa séance du 18 juillet 2002.

Le Président,

Signé : JEAN-LOUIS DEBRÉ.